

Notice accessibilité

La présente demande concerne des travaux d'aménagements intérieurs pour le Ministère de la Justice (Délégation interrégionales Grand-Nord, Département immobilier) au sein de la Halle aux Sucres située au 33 Avenue du Peuple Belge.

Maitrise d'ouvrage

Ministère de la justice
DIRSG Grand Nord
Département immobilier de Lille

Maitrise d'ouvrage

Studio Rijsel
5 Rue Corneille
59000 Lille

**Accessibilité des personnes à mobilité réduite aux Établissements et
Installations ouvertes au public
(E.R.P. et I.O.P.)**

NOTICE D'ACCESSIBILITE

**Notice d'usage recommandée
Pour faciliter la présentation du dossier
Par le Maître d'ouvrage et son Maître d'œuvre**

Ministère de l'Ecologie de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du Territoire
Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Nord

1- RAPPELS

Réglementation

- Loi n° 2005-102 du 11 février 2005
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006
- Décret n° 2007-1327 du 11 septembre 2007
- Arrêté du 1^{er} août 2006
- Arrêté du 21 mars 2007
- Annexe 3 à l'arrêté du 22 mars 2007
- Arrêté du 9 mai 2007
- Arrêté du 30 novembre 2007
- Arrêté du 8 décembre 2014

Champ d'application

- ERP et IOP neufs
- ERP créé par changement de destination dans l'existant avec ou sans travaux
- ERP de 5^{ème} catégorie créé par changement de destination dans l'existant pour accueillir des professions libérales
- Construction de surfaces ou volumes nouveaux suite à des travaux
- Parties de bâtiments où sont réalisés les travaux de modification

L'obligation concernant les ERP et IOP :

Les exigences d'accessibilité des ERP et IOP sont définies par les articles R.111-19 à R.111-19-24 du code de la construction et de l'habitation.

L'article R. 111-19-1 précise :

« Les établissements recevant du public définis à l'article R. 123-2 et les installations ouvertes au public doivent être accessibles aux personnes handicapées, **quel que soit leur handicap**.

« L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements.

Définition de l'accessibilité :

L'accessibilité est une obligation de résultat, il s'agit d'assurer l'usage normal de toutes les fonctions de l'établissement ou de l'installation.

Art. R. 111-19-2. - Est considéré comme accessible aux personnes handicapées tout bâtiment ou aménagement permettant, dans des conditions normales de fonctionnement, à des personnes handicapées, avec la plus grande autonomie possible, de circuler, d'accéder aux locaux et équipements, d'utiliser les équipements, de se repérer, de communiquer et de bénéficier des prestations en vue desquelles cet établissement ou cette installation a été conçu. Les conditions d'accès des personnes handicapées doivent être les mêmes que celles des personnes valides ou, à défaut, présenter une qualité d'usage équivalente.

2- OBJET DU DOCUMENT

La présente notice précise, au stade du permis de construire ou d'autorisation de travaux, l'engagement du maître d'ouvrage vis à vis de la réglementation relative à l'accessibilité pour les personnes handicapées et fournit un cadre de renseignement pour l'examen du projet nécessaire à l'instruction du dossier de permis de construire ou d'autorisation de travaux.

3- OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Au stade du permis de construire ou d'autorisation de travaux le maître d'ouvrage prend l'engagement de respecter les règles de construction.

Il doit fournir tous les éléments connus à ce stade du projet, et décrits ci-après, permettant une première vérification de la prise en compte des règles d'accessibilité facilitant l'**AVIS OBLIGATOIRE** de la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité (CCDSA).

En fin de travaux, dans le cas d'un Permis de Construire, l'engagement pris par le maître d'ouvrage de respecter les règles de constructions sera confirmé par la fourniture d'une **ATTESTATION DE PRISE EN COMPTE DES REGLES D'ACCESSIBILITE** telle que définie par les articles R.111-19-21 à R.111-19-24 du code de la construction et de l'habitation :

Pour les dossiers soumis à permis de construire, le demandeur doit faire établir une attestation à l'issue de l'achèvement des travaux, par un contrôleur technique ou un architecte soumis à l'article 2 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, qui ne peut être celui qui a signé la demande de permis de construire.

Le maître d'ouvrage adresse l'attestation à l'autorité qui a délivré le permis de construire et au maire dans un délai de trente jours à compter de la date de l'achèvement des travaux.

Est puni d'une amende prévue pour les contraventions de la 5e classe le fait pour une personne d'établir une attestation visée à l'article R. 111-19-21 en méconnaissance des conditions fixées à l'article R. 111-19-22. La personne qui a commis cette infraction encourt également la peine complémentaire d'affichage ou de diffusion, par la presse écrite ou par tout moyen de communication audiovisuelle, de la décision prononcée, dans les conditions prévues aux articles 131-35 et 131-48 du code pénal. La récidive des contraventions est punie conformément aux dispositions de l'article 132-11 du code pénal.

4- COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier transmis pour étude devra comporter les pièces suivantes :

- un plan de situation
- un plan de masse ;
- un plan des aménagements intérieurs
- un plan de coupe horizontale de chaque niveau
- une notice d'accessibilité
- une notice de sécurité

Afin de faciliter l'étude technique du projet, les plans de masse et les plans des niveaux devront comporter les éléments suivants :

- **Faire figurer** les rectangles d'encombrement (0,80 x 1,30) et les aires de rotation (f 1,50)
- **Indiquer et coter** les stationnements, les cheminements usuels et les niveaux actuels et finis.
- **Coter** les paliers, sas, dégagements, couloirs, portes, pièces sanitaires, etc.

Important : **Formuler** si nécessaire la **demande de dérogation (art R 111-19-6 et R.111-19.10 du CCH)**

Le Préfet peut accorder des dérogations, après consultation de la CCDSA, aux dispositions des articles R.111-19 à R.111-19.5 et R.111-19-7 à R.111-19-9 qui ne peuvent être respectées du fait d'une impossibilité technique résultant de l'environnement du bâtiment et notamment des caractéristiques du terrain, de la présence de constructions existantes ou de contraintes liées au classement de la zone de construction, notamment au regard de la réglementation de prévention contre les inondations ou, s'agissant de la création d'un ERP ou d'une IOP dans une construction existante, en raison de difficultés liées à ses caractéristiques ou à la nature des travaux qui y sont réalisés ou pour des motifs liés à la conservation du patrimoine architectural en cas de création d'un ERP par changement de destination dans un bâtiment ou une partie de bâtiment classé ou inscrit au titre des monuments historiques.

La demande de dérogation, dûment motivée, doit être jointe au dossier.

Introduction

La présente demande concerne des travaux d'aménagements intérieurs pour le Ministère de la Justice (Délégation interrégionales Grand-Nord, Département immobilier) au sein de la Halle aux Sucres située au 33 Avenue du Peuple Belge.

Le Tribunal Judiciaire de Lille est actuellement implanté sur 2 sites, tous deux situés Avenue du Peuple Belge (Palais de Justice et Halle aux Sucres). L'année prochaine, une partie du personnel déménagera au sein du nouveau Palais de Justice situé rue des Bateliers. L'autre partie sera accueillie au sein de la Halle aux Sucres raison pour laquelle des travaux d'aménagement intérieurs ont été prévus.

Données de l'opération

Nom de l'opération : Réorganisation de l'annexe du Tribunal de Lille

Nature des travaux : Aménagements intérieurs

Adresse de l'opération : 33 Avenue du Peuple Belge, 59800 Lille

Classification : type W,L,X de 2ème Catégorie.

Acteurs

Maître d'ouvrage : DIRSG

Maître d'œuvre : Studio Rijsel

Bureau de contrôle : Samir Benouahlima, DEKRA

Effectif initial

Le site de la Halle aux Sucres est occupé par diverses fonctions, organisées comme telles :

Pour la partie recevant du public (effectif total : 602 personnes) :

au rdc (étage non concerné par la présente demande) : 34p

- la police nationale (type W)

- la poste (type W)

au r+1 (étage objet de la présente demande) : 248p

- le tribunal judiciaire de Lille avec 2 salles d'audience (type L), 1 salle délibérés (type W), 7 salles d'audition, 1 salle d'attente nationalités (type L) et une zone d'attente audience (type W).

au r+2 (étage objet de la présente demande) : 181p

- le tribunal judiciaire de Lille avec 2 salles d'audience (type L), 2 salles de conciliation (type L), 2 zones d'attente et 2 salles délibérés (type W), 7 bureaux (type W)

au r+3 (étage non concerné par la présente demande) : 139p

- une salle de danse (type X)

- une salle d'association et club de bridge (type L)

A cela s'ajoute l'effectif du personnel ERT (effectif total : 191 personnes).

au rdc (étage non concerné par la présente demande) : 17p

entresol : (étage non concerné par la présente demande) : 5p

au r+1 (étage objet de la présente demande) : 65p

au r+2 (étage objet de la présente demande) : 100p

au r+3 (étage non concerné par la présente demande) : 2p

Effectif total (ERP+ERT = 793 personnes)

L'établissement est donc classé en type W,L,X de 2ème Catégorie.

Travaux effectués

Les travaux prévus sont :

au r+1 :

- création d'une salle d'audience d'une capacité totale de 100 personnes (réfection sols, murs, plafonds, ajout d'une cloison et de mobiliers).
- salle d'audience : ajout d'une grille ronde (diamètre 400mm) en façade Nord-Est (donnant sur l'avenue du peuple belge) au droit d'une partie pleine d'une des menuiseries pour la prise d'air de la CTA, grille ronde, teinte dito menuiserie existante.
- salle d'audience : ajout d'une grille ronde (diamètre 400mm) en façade Nord-Ouest (façade parallèle à l'avenue du peuple Belge) au droit du mur en brique pour le rejet de la CTA, grille ronde, teinte identique à la brique existante.
- réorganisation de postes de travail (cfo/cfa) au droit de 7 bureaux.

au r+2 :

- réorganisation de postes de travail (cfo/cfa) au droit de 21 bureaux.
- réfection des sols, murs et faux-plafond des circulations communes, de la salle d'audience principale et de l'ancienne petite salle d'audience transformée en bureaux.
- ajout/déplacements de cloisons de bureaux afin de réorganiser certains postes de travail

Effectif projeté

Comme explicité dans la première partie de cette notice, d'ici l'année prochaine, la juridiction lilloise sera répartie sur deux sites (Halles aux Sucres et nouveau TJ, Rue des Bateliers),

En termes d'effectifs, la Halle aux Sucres subira les changements suivants :

Pour la partie ERP :

au r+1 : ajout de 100p (type L) en raison de la création d'une nouvelle salle d'audience

au r+2 : suppression de 57p car l'ancienne salle d'audience (type L) et les deux salles de conciliations (type L) sont transformées en bureaux (ERT)

Au total,
effectif ERP projeté : + 43 personnes

Pour la partie ERT :

au r+1 : réorganisation avec conservation des 65 postes

au r+2 : réorganisation avec conservation des 100 postes

Au total,
effectif ERT projeté : identique

En conclusion pour l'ensemble du bâtiment,

effectif total initial (acté en commission de sécurité) : ERP : 602 + ERT : 191 TOTAL : 793

effectif total projeté (acté en commission de sécurité) : ERP : 645 + ERT : 191 TOTAL : 836 (+43 personnes)

Avant travaux				Après travaux			
	ERP	ERT	total		ERP	ERT	total
rdc	34	17	51		34	17	51
entresol	0	5	5		0	5	5
r+1	248	67	315		348	67	415
r+2	181	100	281		124	100	224
r+3	139	2	141		139	2	141
total	602	191	793		645	191	836

Renseignement généraux

Partie de l'établissement accessible au public : (indiquer sur les plans et/ou compléter le tableau ci-dessous pour les points particuliers) :

Les pièces suivantes de la présente demande reprennent les zones accessibles au public :

- 8.3_plan accessibilité int r+1 projet
- 8.4_plan accessibilité int r+1, zoom salle d'audience
- 8.5_plan accessibilité int r+2 projet

Engagement du maître d'ouvrage et maitre d'oeuvre

Maître d'ouvrage :

Je soussigné,

M'engage à respecter les règles d'accessibilité aux personnes handicapées sur le projet défini ci-avant.

Date :

Signature :

Annexe à la notice d'accessibilité

Le projet doit intégrer l'accessibilité à **tous les types de handicaps** (physiques, sensoriels, cognitifs, mentaux ou psychiques).

C'est ainsi que seront notamment pris en compte :

Pour la déficience visuelle : des exigences en termes de guidage, de repérage et de qualité d'éclairage

Pour la déficience auditive : des exigences en termes de communication, de qualité sonore et de signalisation adaptée

Pour la déficience intellectuelle : des exigences en termes de repérage et de qualité d'éclairage

Pour la déficience motrice : des exigences spatiales, de stationnement et de circulation adaptés, de cheminement extérieur et intérieur, de qualité d'usage des portes et équipements.

<h3>PRINCIPALES DISPOSITIONS TECHNIQUES CONCERNANT LE PRESENT PROJET</h3>



L'attention du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre est attirée par le fait que la liste suivante est non exhaustive, non limitative et **À ADAPTER À CHAQUE PROJET**.
Le détail de l'ensemble des dispositions réglementaires figure dans le Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 et l' Arrêté du 1er août 2006.

Etablissement recevant du public et Installation ouverte au public			Commentaires
1. Accès au(x) bâtiment(s) ou à l'établissement et aux locaux ouverts au public (article 4)			
Accès principal accessible en continuité avec le cheminement accessible	OUI		Dispositions inchangées dans le cadre des travaux
Entrée principale facilement repérable	OUI		Dispositions inchangées dans le cadre des travaux
Dispositifs d'accès au bâtiment			
Facilement repérable	OUI		Dispositions inchangées dans le cadre des travaux
Signal sonore et visuel		SO	Dispositions inchangées dans le cadre des travaux
Système de communication et dispositif de commande manuelle			
A plus de 40 cm d'un angle rentrant ou d'un obstacle au fauteuil		SO	Dispositions inchangées dans le cadre des travaux
Hauteur comprise entre 0.90 m et 1.30 m		SO	Dispositions inchangées dans le cadre des travaux
2. Circulations intérieures horizontales (article 6)			
Largeur 1,40 m	OUI		Dispositions inchangées dans le cadre des travaux
Rétrécissements ponctuels ³ 0,90 m		SO	
Dévers ≤ 3 cm	OUI		Dispositions inchangées dans le cadre des travaux
Pentes			
Espaces de manœuvre de porte			
De part et d'autre de chaque porte ou portillon	OUI		Dans le cadre de la réalisation de la nouvelle salle d'audience, une double porte d'accès 2UP permet l'accès au public depuis l'espace d'attente vers la salle d'audience, un espace de manœuvre est représenté de part et d'autre de cette porte.
Dimensions : 1.70 m en poussant et 2.20 m en tirant	OUI		.
Espaces d'usage			
Devant chaque équipement ou aménagement	OUI		Dispositions inchangées dans le cadre des travaux
Dimensions : 0,80 m x 1,30m	OUI		Dispositions inchangées dans le cadre des travaux

Etablissement recevant du public et Installation ouverte au public			Commentaires
Sols non meubles, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue	OUI		L'ensemble des revêtements mis en oeuvre dans le cadre des travaux respectent ces dispositions.
Trous en sol : 0 ou largeur < 2 cm		SO	
Cheminement libre de tout obstacle			
Hauteur libre : 2,20 m ou réduit à 2,00 m pour les parcs de stationnement	OUI		Dispositions inchangées dans le cadre des travaux
Repérage visuel, tactile ou par un prolongement au sol des éléments implantés ou en saillie de plus de 15 cm		SO	.
Protection si rupture de niveau ³ 0,40 m à moins de 0,90 m		SO	
Protection des espaces sous escaliers	OUI		Dispositions inchangées dans le cadre des travaux
3. Revêtements de sols (article 9)			
Tapis			
dureté suffisante		SO	Le projet ne présente pas de tapis
pas de ressaut ³ 2 cm		SO	
4. Portes, portiques et sas (article 10)			
Espace de manœuvre de portes devant chaque porte à l'exception des portes d'escalier	OUI		
Largeur des portes principales et des portiques			
0,80 m pour les locaux ou zones recevant moins de 100 personnes	OUI		La double porte d'accès de la salle d'audience présente deux vantaux d'une largeur de 0,90m. Largeur totale : 1,80m
1,40 m pour les locaux ou zones recevant au moins 100 personnes	OUI		
1 vantail ³ 0,80 m pour les portes à 2 vantaux	OUI		
0,80 m pour les portiques de sécurité		SO	
Poignées de portes			

Etablissement recevant du public et Installation ouverte au public			Commentaires
Facilement préhensibles	OUI		Pour la salle d'audience, les poignées de portes seront facilement préhensibles et manoeuvrables, en position assis comme debout. Les portes vitrées présenteront un dispositif permettant de les repérer et de les différencier de l'environnement.
à plus de 40 cm d'un angle rentrant ou d'un obstacle au fauteuil	OUI		
Effort pour ouvrir une porte ≤ 50 N	OUI		
Portes vitrées repérables	OUI		
Portes à ouverture automatique Sans objet.			
Sas Sans objet.			
5. Dispositif d'accueil, équipements et dispositifs de commande (article 5 et article 11)			
Equipements divers accessibles au public			
Au moins 1 équipement par type aménagé	OUI		Un espace dédié aux personnes en fauteuil roulant est réservé au premier rang des assises de la salle d'audience. Il permet le stationnement de 3 fauteuils et permet une arrivée/sortie aisée depuis l'entre principale.
Espace d'usage de 0,80 m x 1,30 m devant chaque équipement	OUI		
Commandes manuelles, dispositif de sécurité non réservé au personnel et fonctions voir, entendre, parler :			
0,90 m ≤ H ≤ 1,30 m		SO	
Guichets d'information, vente manuelle et tables ou tablettes si nécessaire de lire, écrire ou utiliser un clavier			
Banques d'accueil utilisables en position debout ou assis		SO	
Face supérieure ≤ à 0,80 m		SO	
Vide de 0,70 m x 0,60 m x 0,30 m (H x L x P)		SO	
Panneaux d'affichage instantané relayant les informations sonores		SO	
6. Sanitaires (article 12)			
au moins 1 par niveau comportant des sanitaires	OUI		Dispositions inchangées dans le cadre des travaux

Etablissement recevant du public et Installation ouverte au public		Commentaires	
Aux mêmes emplacements que les autres	OUI		Dispositions inchangées dans le cadre des travaux
Séparés H / F si autres sanitaires séparés	OUI		Dispositions inchangées dans le cadre des travaux
1 lavabo accessible par groupe de lavabos	OUI		Dispositions inchangées dans le cadre des travaux
Hauteur de la cuvette comprise entre 0,45 m et 0,50 m du sol	OUI		Dispositions inchangées dans le cadre des travaux
Commande de chasse d'eau facilement accessible et manœuvrable	OUI		Dispositions inchangées dans le cadre des travaux
Espace d'usage et de manœuvre	OUI		Dispositions inchangées dans le cadre des travaux
8. Éclairage (article 14)			
Valeurs d'éclairement			
200 lux au droit des postes d'accueil	OUI		
100 lux pour les circulations intérieures horizontales	OUI		
150 lux pour les escaliers et équipements mobiles	OUI		
9. Information et signalisation			
Exigences portant sur tous les éléments de signalisation et d'information (annexe 3)			
Visibilité (localisation du support, contrastes)	OUI		L'ensemble des éléments de signalétique seront imaginés pour être visible et lisible par tous.
Lisibilité (hauteur des caractères)	OUI		
Compréhension (pictogrammes)	OUI		